

# LE REBOUSSIER

Mensuel informatif syndical hautement intellectuel (sic !), recommandé par les plus grandes marques de décapants

Section SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES GARD – Édition Octobre 2013

## MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE OU DES ÉCONOMIES ?

«Le travail ne peut être une loi sans être un droit.» (VICTOR HUGO)



### SOMMAIRE :

**ANALYSES :**  
BUDGET 2014 : DANS LA MÊME  
LOGIQUE LIBÉRALE !  
PAGE 2.

**INFOS PRATIQUES :**  
LA NOUVELLE CARRIÈRE C.  
PAGE 3 & 4.

**DOSSIER :**  
FRAUDE FISCALE : CRÉDIT IMPÔT  
RECHERCHE, NICHE FISCALE  
GÉNÉREUSE, COÛTEUSE & MAL  
CONTRÔLÉE !  
Page 5.

Le Rébousier  
Journal de SOLIDAIRES FINANCES  
PUBLIQUES Gard.

SYNDICAT / NATIONAL  
**Solidaires**  
Finances  
Publiques

La force de tous  
les agents de la DGFIP

### ÉDITO :

#### BERCY ÉTRANGLÉ, BERCY SACRIFIÉ, MAIS...

#### BERCY MARTYRISÉ !

Les ministères économique et financier paieront à nouveau un lourd tribut avec 2564 emplois supprimés. Le gouvernement ignore donc superbement tous les risques liés à la réduction des contrôles effectués au profit de la collectivité par les administrations dépendantes de Bercy.

Il fait fi de l'affaire de la viande de cheval, de l'ampleur de la fraude fiscale, de l'affaire « Cahuzac », du contrôle des dépenses publiques et du soutien aux collectivités territoriales en matière de gestion publique, des échanges internationaux qui s'accroissent et s'intensifient, du contrôle et de la protection face aux dangers industriels. Il nie également l'importance d'une statistique publique indépendante et la nécessité du maintien d'une administration centrale au service de l'ensemble des missions ministérielles.

Solidaires Finances dénonce ce projet de budget irresponsable qui pèsera sur les ménages tout en réduisant les moyens de l'action publique, en particulier pour celles et ceux qui dans notre société, de plus en plus nombreux, sont fragilisés.

Notre fédération revendique au contraire des moyens humains, matériels et juridiques pour les missions économiques, financières, fiscales, statistiques, économiques, sanitaires et douanières de Bercy, à la hauteur des enjeux d'une société SOLIDAIRE !

# ANALYSES : BUDGET 2014 : DANS LA MÊME LOGIQUE LIBÉRALE !

**Le 25 septembre, le projet de loi des finances 2014 a été présenté en conseil des ministres. Deux lignes directrices: 15 milliards d'euros d'économies, 3 milliards de recettes supplémentaires. Bref, un budget d'austérité aggravée pour la majorité de la population... épargnant une fois de plus les entreprises et les plus riches !**

Selon le gouvernement, ce serait un budget «pour la croissance», «orienté vers l'emploi et le pouvoir d'achat». Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit très vite qu'en réalité ce budget va aggraver l'austérité pour les classes populaires. Sur la base d'une croissance pour le moins modeste, le gouvernement continue de se fixer comme objectif la réduction des déficits publics: -3,6% du PIB en 2014 (-4,1% en 2013), soit environ 18 milliards d'euros. Pour parvenir à trouver ces 18 milliards, le gouvernement table sur 15 milliards d'économies et 3 milliards d'euros de recettes supplémentaires, donc d'impôts nouveaux. Pour faire taire la polémique sur le «ras-le bol fiscal», le gouvernement souligne que 80% de l'effort sera fait via les économies budgétaires et 20% seulement par hausses d'impôts, en oubliant dans son calcul «savant» d'intégrer la hausse de la TVA dès le 1er janvier prochain et la hausse des cotisations retraites...

## **Austérité à tous les étages**

Sur les 15 milliards d'économies, 6 milliards sont programmées sur les dépenses sociales dont 2,9 milliards doivent provenir d'économies sur l'assurance maladie. Selon le gouvernement ces économies «porteront principalement sur des baisses de prix de médicaments, des baisses de tarifs dans certaines spécialités, la maîtrise médicalisée et des gains de productivité dans le secteur hospitalier». Mais nous ne savons pas encore quelle forme cela prendra, et au vu de ce que subi le service public de la santé, cela n'est pas du tout rassurant.

Une saignée aussi sur les budgets de l'État, à hauteur de 9 milliards d'euros en 2014, dont 2,6 milliards d'euros au titre des dépenses de fonctionnement; 3,3 milliards d'euros pour ce qu'il est convenu d'appeler «concours aux autres entités» et 2,6 milliards pour le titre «autres dépenses»...

Derrière ces chiffres, ce sont une nouvelle fois les emplois qui seront sacrifiés: maintien du gel des salaires pour les fonctionnaires, deux à trois milliards d'euros en moins pour les organismes de l'État et les collectivités locales... Autant de services publics en moins pour la population.

## **Les entreprises et les plus riches bichonnés**

L'autre volet du projet de loi de finances 2014 porte sur les recettes à hauteur de 3 milliards d'euros.

À écouter le gouvernement, on pourrait penser que celui-ci a décidé de taxer aussi bien les entreprises que les particuliers. Mais une nouvelle fois, le gouvernement nous fait de l'intox! Certes de nouveaux impôts sont programmés sur les entreprises, mais les allègements, et exonérations en particulier dans le cadre du fameux «choc de compétitivité» feront en sorte que les entreprises ne paieront rien de plus, et pire elles verront même leur imposition baisser.

Le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) apportera 10 milliards aux entreprises en 2014... financé par «les ménages», c'est-à-dire nous : hausse de la TVA (plus de 5 milliards), fiscalisation des majorations de pensions (1,2 milliard), abaissement du quotient familial (1 milliard), fiscalisation de la part employeur des complémentaires santé (1 milliard), réduction d'impôt pour les frais de scolarité (440 millions)...

À cela s'ajoutent les mesures en matière de fiscalité écologique, comme la contribution climat énergie qui ne remet pas en cause les exonérations dont bénéficient les secteurs du transport, de l'agriculture ou de la pêche.

## **S'opposer maintenant!**

Le budget 2014 s'inscrit dans les politiques d'austérité de l'ensemble des pays européens. Moscovici a rencontré la Commission européenne pour démontrer que la France était un bon élève et qu'elle respectait bien les critères du Pacte de stabilité.

**Le gouvernement confirme bien qu'il préfère protéger les riches et faire les poches aux classes populaires !**

# DOSSIER : FRAUDE FISCALE : CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE, NICHE FISCALE GÉNÉREUSE, COÛTEUSE & MAL CONTRÔLÉE !

## LA COUR DES COMPTES SANS PITIÉ POUR LE CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE !

**Crédit impôt recherche : Jugement sévère de la Cour des Comptes sur cette niche fiscale généreuse qui jusqu'ici apparaît coûteuse et mal contrôlée !**

La Cour des comptes a livré un jugement sévère sur le crédit impôt recherche (CIR), niche fiscale généreuse censée doper l'innovation en France, mais qui jusqu'ici apparaît surtout coûteuse et mal contrôlée.

"Le coût a été mal anticipé", et si le dispositif montre "une certaine efficacité", rien ne dit que celle-ci soit "substantielle", a asséné mercredi Patrick Lefas, président de la troisième chambre de la Cour des comptes, devant la commission des Finances de l'Assemblée nationale.

La Cour a été chargée par les députés d'examiner de près ce crédit d'impôt créé en 1983 et entièrement réévalué fin 2007. Le CIR couvre 30% des dépenses de recherche et développement des entreprises jusqu'à 100 millions d'euros de dépenses de recherche et développement, 5% au-delà.

Il est considéré comme le mécanisme de soutien public à la recherche et développement le plus puissant de tous les pays développés, avec un poids de 0,26% du produit intérieur brut (PIB) français. C'est un instrument très généreux mais aussi très coûteux", qui présente "un risque budgétaire" au moment où la France tente de contenir son déficit, a dit M. Lefas.

Le CIR a été chiffré au départ à 2,7 milliards d'euros par an une fois atteint son plein effet, or actuellement "son coût réel est de 5 milliards d'euros", et il devrait bientôt tendre vers 7 milliards, a-t-il estimé.

La niche fiscale est relativement populaire auprès des entreprises, puisque entre 2007 et 2011, le nombre de sociétés y ayant recours a doublé, pour atteindre 19.700. Mais ce chiffre ne représente "que 0,5% des entreprises" en France, a regretté M. Lefas, soulignant que malgré ce coup de pouce fiscal, le pays restait à la traîne en matière de dépenses privées de recherche et développement

par rapport à d'autres pays développés, comme l'Allemagne.

"Il y a des indices montrant une certaine efficacité (du CIR) mais à ce jour pas d'élément probant permettant de dire que cette efficacité est substantielle", a jugé le président de la troisième chambre de la Cour des comptes.

L'institution, qui veille à ce que les deniers publics soient bien employés, relève dans le rapport transmis aux députés qu'il n'y a pas "d'effet d'entraînement" du CIR sur les dépenses en recherche et développement des entreprises, lesquelles n'ont pas évolué proportionnellement à ce coup de pouce fiscal.

La Cour relativise aussi l'effet du CIR sur l'attractivité de la France, c'est-à-dire sur sa capacité à attirer des entreprises étrangères pour qu'elles investissent dans le pays et y cherchent leur matière grise. Si l'effet semble avoir fonctionné au départ, c'est-à-dire dans les années ayant suivi 2007, il y a eu "un fléchissement à partir de 2011", souligne la Cour.

**Forte de ces constats, l'institution se fend de plusieurs recommandations à l'Etat.**

**L'ADMINISTRATION DES FINANCES PUBLIQUES "DOIT SE DONNER LES MOYENS DE LUTTER PLUS EFFICACEMENT CONTRE LA FRAUDE". EN EFFET, LE CIR PEUT ÊTRE REMBOURSÉ DE FAÇON ANTICIPÉE, CE QUI PEUT INCITER DES FRAUDEURS À CRÉER DES SOCIÉTÉS FANTOCHES UNIQUEMENT POUR ENCAISSER LES CHÈQUES.**

RESTE À TRADUIRE CETTE BELLE AMBITION PAR DES FAITS...





Solidaires  
Finances  
Publiques



Solidaires  
finances



Solidaires  
Union  
syndicale

## LE CONSTAT EST SANS APPEL !

- ✓ ON NE PEUT DURABLEMENT FAIRE TOUJOURS PLUS AVEC MOINS DE MOYENS !
- ✓ ON NE PEUT DURABLEMENT ACCEPTER LE DECALAGE ENTRE LA RÉALITÉ DE SON MÉTIER ET SON REVENU !

- L'info en continu
- L'écoute au quotidien
- La combativité locale

## 3 FORCES À VOTRE SERVICE, J'ADHÈRE !

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES, ex SNUI SUD TRESOR, a été officiellement proclamée en tant que syndicat national le 9 décembre 2009 lors du congrès extraordinaire de Créteil. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES est aujourd'hui la première force syndicale unifiée de la DGFIP. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES réaffirme son objectif de développer le syndicalisme d'adhérents et de proximité dans un but d'efficacité syndicale garante des grandes solidarités et de la défense des intérêts des agents de la DGFIP. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES appelle les agents de la DGFIP à rejoindre le syndicat national par l'adhésion, par le vote aux élections professionnelles et par l'engagement militant.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES, une force pour tous les agents de la DGFIP !

Ouvert à toutes les préoccupations du monde du travail, soucieux d'apporter sa contribution à la lutte contre les exclusions, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES recherchera à nouveau toutes les possibilités de réduction des divisions qui ravagent le syndicalisme français. Dans l'administration des finances publiques et au-delà, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES montre la voie d'un syndicalisme de proximité dans lequel chaque adhérent peut se reconnaître. Enfin SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES en tant que spécialiste a toujours eu une expression sur la fiscalité et entend porter haut et fort les couleurs de la justice fiscale.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES est membre fondateur de l'Union Syndicale - Solidaires et d'ATTAC. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES fait partie de SOLIDAIRES FINANCES, de l'Union Syndicale - SOLIDAIRES et l'Union du Personnel des Finances en Europe (UFE).



Solidaires  
Finances  
Publiques

### SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES - Section du Gard

15 BD ETIENNE SAINTENAC - AILE OUEST 30024 NIMES CEDEX 9 Tél : 04 66 36 56 43  
22 Avenue Carnot 30943 NIMES CEDEX 9 / Tél : 04 66 36 49 13

Secrétaire :

Olivier TOURNIER - SIE NIMES OUEST (06 19 20 22 99).

## SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES - BULLETIN D'ADHÉSION

Nom (marital) : Prénom :  
 Nom (patronymique) :  
 Date de naissance : / / Grade : Echelon : Indice :  
 Temps partiel : %  
 Filière Fiscale : Filière gestion publique :  
 Identifiant ministériel N° à 10 chiffres (voir ANAIS) :  
 Adresse administrative - service - structure - téléphone :  
 Mail professionnel : @dgfip.finances.gouv.fr

Coupon à renvoyer au Trésorier (qui calculera le montant de ta cotisation) à l'adresse suivante : Hôtel des Finances de Nîmes - SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES - Francis Bourrier - 15 Boulevard Etienne Saintenac - Aile Ouest - 30024 Nîmes Cedex 9

La grille de carrière C est améliorée ...

Mais pour Solidaires  
les gains sont toujours très nettement insuffisants !

Le travail de revalorisation de la grille de carrière des agents de catégorie C, acté dans le cadre de l'agenda social, a débuté le 21 mai 2013 pour se terminer lors de la réunion du vendredi 20 septembre. Décidée par la Ministre de la fonction publique, cette revalorisation indiciaire s'inscrivait comme « une mesure d'urgence » en faveur des agents publics ayant les plus bas revenus.

Au fil des discussions, plusieurs propositions, se résumant comme suit, ont été successivement mises sur la table par la DGAFP (direction générale de l'administration et de la fonction publique) :

- attribution de 7 ou 8 points d'indice pour les échelles 3, 4 et 5 de rémunération ... rien pour l'échelle 6 ;
- une grille indiciaire nettement abondée (gains de 1 à 34 points d'indice) mais qui, après reclassement, se soldait pour les agents par une perte d'ancienneté de 3 ou 4 échelons ;
- un abondement de 3 à 4 points par échelon, pour tous les grades, sans reclassement ;

- puis enfin, un abondement avec reclassement, d'échelon à échelon, allant de 1 à 11 points comportant une réduction de durée de séjour dans les échelons et donc une réduction de la durée globale de la carrière.

A toutes ces propositions s'ajoutait, pour tous les grades et échelons, un abondement uniforme de 5 points au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Lors de la présentation du nouvel agenda social, le jeudi 26 septembre, la Ministre de la fonction publique a annoncé sa décision unilatérale de « mettre en oeuvre la dernière grille proposée », à savoir celle comportant la revalorisation permettant un reclassement d'échelon à échelon.

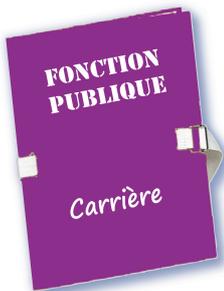
Pour Solidaires Fonction Publique, la grille définitive communiquée ce jour, est bien loin de répondre aux revendications portées (voir sur le site de Solidaires – rubrique fonction publique - nos tracts du 21 mai, du 9 juillet et 23 septembre) et s'inscrit dans la continuité de tous les dispositifs présentés depuis le début de la concertation.

Cette nouvelle grille, sera appliquée au 1<sup>er</sup> janvier 2014 mais sera également revue, dès cet automne, dans le cadre de la refonte de toutes les grilles (A – B et C). Bien évidemment, si ce long travail global n'est pas terminé pour 2015, l'ensemble de la grille C sera abondé de 5 points, comme prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Enfin, pour éviter que le début de la grille de la catégorie B ne soit dépassé par celle du C, un abondement indiciaire s'appliquera, de la façon suivante :

- 7 points pour les deux premiers échelons B dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;
- 5 à 7 points pour les quatre premiers échelons au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Vous trouverez sur la page suivante, la grille indiciaire type de catégorie C applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Cette grille type sera retranscrite pour toutes les grilles C des trois versants de la fonction publique.



### Grade 4 – Echelle 6 -

Echelon	IM
8	430
7	416
6	394
5	377
4	360
3	347
2	336
1	325

Durée ans	Durée Cumulée recrut concours	
	33	→
4	29	→
4	25	→
3	22	→
3	19	→
3	16	→
2		→
2		→

### Nouvelle grille C administratif

Echelon
9 Nouveau
8
7
6
5
4
3
2
1

IM proposé	Gain IM	Durée ans	Reprise ancienneté	Durée Cumulée recrut concours
457				30
431	+ 1	4	AA	26
417	+ 1	4	AA	22
395	+ 1	3	3/4 AA	19
380	+ 3	3	AA	16
365	+ 5	2	2/3 AA	14
350	+ 3	2	2/3 AA	12
340	+ 4	1	1/2 AA	11
333	+ 8	1	1/2 AA	10

### C Technique

Durée Cumulée recrut concours
27
23
19
16
13
11
9
8
7

### Grade 3 – Echelle 5

Echelon	IM
11	392
10	379
9	362
8	350
7	338
6	328
5	318
4	314
3	313
2	312
1	311

Durée	Durée Cumulée recrut concours	
	30	→
4	26	→
4	22	→
4	18	→
4	14	→
3	11	→
3		→
3		→
2		→
2		→
1		→

Echelon
12 Nouveau
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1

IM proposé	Gain IM	Durée	Reprise ancienneté	Durée Cumulée recrut concours
402				26
393	+ 1	4	AA	22
380	+ 1	4	AA	18
371	+ 9	3	3/4 AA	15
355	+ 5	3	3/4 AA	12
341	+ 3	2	1/2 AA	10
334	+ 6	2	2/3 AA	8
327	+ 9	2	2/3 AA	6
325	+ 11	2	2/3 AA	
323	+ 10	2	AA	
322	+ 10	1	1/2 AA	
321	+10	1	AA	

### Grade 2 – Echelle 4

Echelon	IM
11	369
10	356
9	345
8	335
7	325
6	316
5	314
4	313
3	312
2	311
1	310

Durée	Durée Cumulée 3 et 4	
	30	→
4	26	→
4	22	→
4	18	→
4	14	→
3	11	→
3	8	→
3	5	→
2		→
2		→
1		→

Echelon
12 Nouveau
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1

IM	Gain	Durée	Reprise ancienneté	Durée Cumulée
377				26
370	+ 1	4	AA	22
363	+ 7	4	AA	18
349	+ 4	3	3/4 AA	15
340	+ 5	3	3/4 AA	12
327	+ 2	2	1/2 AA	10
324	+ 8	2	2/3 AA	8
322	+ 8	2	2/3 AA	6
321	+ 8	2	2/3 AA	4
320	+ 8	2	AA	2
319	+ 8	1	1/2 AA	1
318	+ 8	1	AA	

### Grade 1 Echelle 3

Echelon	IM
11	355
10	338
9	326
8	319
7	315
6	314
5	313
4	312
3	311
2	310
1	309

Durée	Durée	
	30	→
4	26	→
4	22	→
4	18	→
4	14	→
3	11	→
3	8	→
3	5	→
2	3	→
2	1	→
1		→

Echelon
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1

IM	Gain	Durée	Reprise ancienneté	Durée Cumulée
358	+ 3		AA	22
345	+ 7	4	AA	18
333	+ 7	3	3/4 AA	15
327	+ 8	3	3/4 AA	12
323	+ 8	2	1/2 AA	10
321	+ 5	2	2/3 AA	8
320	+ 7	2	2/3 AA	6
319	+ 7	2	2/3 AA	4
318	+ 7	2	AA	2
317	+ 7	1	1/2 AA	1
316	+ 7	1	AA	